

MASCARA

Commémoration du 47^e anniversaire de la mort du chahid Si Mejdoub

L'Organisation nationale des moudjahidine de Mascara a organisé, sous le patronage du wali, la commémoration du 47^e anniversaire de la mort du chahid, le commandant Si Mejdoub tombé au champ d'honneur le 6 février 1960. Au centre universitaire Mustapha-Stamboul, ils étaient venus nombreux, notamment de l'ouest du pays. C'était les retrouvailles pour ces compagnons d'armes. Parmi eux Ahmed Bouchaïb, l'un des historiques qui a fait partie des 22, et le moudjahid Ahmed Kadri plus connu sous le nom de Krikèche

qui séjourne actuellement à Mascara. La salle était pleine avec cette génération de moudjahidine et l'autre composée de jeunes étudiants afin que le passage du témoin s'effectue.

Au programme de cette journée, étaient inscrites les interventions du secrétaire de wilaya de l'ONM, les communications d'universitaires, de témoignages de moudjahidine sur le parcours de ce valeureux chahid qui a sacrifié sa jeunesse et donné du fil à retordre aux forces coloniales, et plus particulièrement au sinistre

Bigeard. Le chahid Si Mejdoub si Zakaria, de son vrai nom Tayeb Chib, est à M'sirda dans la wilaya de Tiemcen et était, dès son jeune âge, épris du mouvement national au sein duquel il milita. Après un séjour en France, il revient dans son pays et désertera ensuite de l'armée française pour rejoindre les rangs de l'ALN. Son habileté et sa bravoure sont reconnues et l'état-major de l'ALN lui confie l'intérim du commandement de la wilaya V au niveau des Hauts-Plateaux (Saïda et Tiaret). Il évoluera dans les Zones 6 et 7 ainsi que dans la steppe et luttera à Mardja Tagdempt, Boudjih et djebel Lakhdar où il défit avec ses hommes les troupes coloniales. En ce début de février 1960, il opère avec neuf de ses djounoud au sud de Chott Ghergui, plus précisément au lieu-dit Zbarat, au niveau de Frenda et El Bayadh. Il souffre alors d'une blessure suite aux précédents accrochages et décide de dresser une tente avec ses

hommes. Il présidait alors une réunion avec des officiers de l'ALN, parmi lesquels se trouvait le colonel Youcef El Khatib. Il décidera alors d'assurer leur protection. Un avion ennemi survole l'espace et localise des émissions de transmission, l'ennemi mobilisera alors les grands moyens. En cette matinée du 5 février 1960, ils seront donc surpris par les forces coloniales. Assurant coûte que coûte la protection des autres officiers en réunion, il décidera alors face à l'issue des combats de mourir les armes à la main avec ses éléments. Le chahid Si Mejdoub tombera au champ d'honneur le 6 février 1960 après avoir livré un âpre combat.

En ce qui concerne Si Mejdoub, deux versions avaient alors circulé à l'époque. La première avait fait état de son corps qui avait été balancé d'un hélicoptère alors que la seconde avait annoncé qu'il avait été enterré secrètement par les forces ennemies à Tiaret.

M. Medebber

SAIDA

Atmosphère électrique à la DSA

Suite à la manifestation de colère des fellahs de la région de Aïn-El-Hadjar — après la distribution de 6 tracteurs par la subdivision agricole de leur daïra sur un quota de 33 destiné pour la wilaya de Saïda pour la relance de l'agriculture dans la région, connue pour sa vocation agropastorale, une commission d'enquête a été mise sur pied par le wali pour vérifier la liste de tous les bénéficiaires, au cas par cas, nous dit-on. Pour rappel, les agriculteurs "écartés" de la liste et qui possèdent un grand nombre d'hectares ont été reçus en audience par le wali et le DSA.

M.B.A

SKIKDA / PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

Respect des délais : ce tombeur de responsables

Le respect rigoureux des délais de réalisation des projets dans le cadre des différents programmes étatiques est le mot d'ordre lancé à toutes les autorités locales. Quitte à faire cela au détriment de la qualité requise et la... santé des responsables.

Skikda, déjà caractérisée par un recul économique énorme, s'est retrouvée "encombrée" par des projets touchant différents secteurs. Le passif légué est déjà une exténuante tâche qu'accentue le déficit déploré en termes de ressources humaines, de compétences en la matière, d'entreprises de réalisation et parfois de financement nécessaire. Le "combat" que se livrent quotidiennement les responsables locaux indique, dans son titanique objectif d'ordre présidentiel, la perspective de mieux faire. Et la peur de mal faire aussi, car préalable à des désagréments professionnels.

A raison de deux réunions par jour, les instructions semblent faire fi de la vulnérabilité humaine au stress, aux maladies chroniques et cérébrales et autres répercussions d'ordre affectif et conjugal. "Deux réunions par jour, de près de deux heures chacune, sont notre programme qu'on vit au jour le jour, et ce, en plus des autres tâches de routine, revues à la hausse, comme

les sorties sur le terrain, la signature du courrier, et le déplacement au ministère de la Participation, aux séminaires régionaux, nationaux et internationaux", nous dira un responsable.

Et c'est aussi la communication qui est victime de ce branle-bas de combat. En mettant de côté les responsables non communicatifs, les autres, habitués à considérer la presse à sa juste valeur, sont devenus injoignables et toujours indisponibles.

La future supposée congratulation économique a inscrit déjà à son registre "médical" la "chute" de beaucoup de directeurs de l'exécutif, le DPAT et le directeur des affaires religieuses et des wakfs (toujours hospitalisés), le DLEP (le dernier en date rétabli), le directeur de la formation professionnelle et l'ex-directeur de l'éducation nationale (tous les deux atteints du même mal, remis après une convalescence de quelques semaines) et j'en passe sur les responsables à la mine hagarde et tirée par manque de sommeil.

D'aucuns peuvent rétorquer que ce nombre ne représente que 15% du nombre total, soit 5 sur 30 directeurs de l'exécutif dont dispose la wilaya et ce, sans compter les autres institutions, à l'instar de l'OPGI, université,

direction des œuvres universitaires et autres dispositifs de soutien et de création de micro-entreprises. N'empêche que le mal est là, même mathématiquement réduit.

Les administrations auraient été prises au dépourvu, la charge des travaux confiés serait en deçà des attentes. Un triste constat établi au préalable au vu de la configuration actuelle : manque d'effectifs et faiblesse des compétences recherchées ; le palliatif en miettes que sont les CEP dont "regorgent" les services techniques, ne peut compenser la donne.

Une donnée conjoncturelle est venue se greffer à cette "précipitation", les élections locales d'avril, les candidats s'agitent comme ils peuvent, à travers le lancement d'actions visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens et ce, pour baliser le terrain de leur avenir politique. Les organisations satellites font ce qu'elles peuvent aussi, en organisant des réceptions dont les démarches protocolaires englobent un temps précieux.

Si jamais, dans un avenir proche, la fin du quinquennal, les projets sont livrés comme prévu en dépit des études d'adaptation lancées, ce sera à quel prix humain ?

Zaid Zoheir

BOUDJIMA

Soutien sans précédent à l'artisanat

Le maire de la commune de Boudjima a parcouru, le 23 janvier dernier, aux quatre coins de la localité, des affiches à l'intention des citoyens "ayant un savoir-faire dans l'artisanat et les métiers mais ne possédant pas de diplôme ou de certificat de travail, conditions exigées pour l'obtention de la carte d'artisan, que la Direction de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat de la wilaya de Tizi-Ouzou a établi une convention avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels qui a pour objet l'organisation de tests de qualification".

En effet, les citoyens intéressés "sont invités à se rapprocher de la direction sus-indiquée pour subir les tests". Et si ils réussissent le test de qualification, la carte d'artisan leur sera délivrée sans condition aucune pour créer leurs propres ateliers ou entreprises. Cette louable initiative marque le début d'un soutien officiel sans précédent à la revalorisation de l'activité traditionnelle de notre terroir. Car, il n'est un secret pour personne que de nombreux citoyens possédant un savoir-faire, souvent acquis dans des ateliers non déclarés, se trouvent dans l'impossibilité de le prouver administrativement.

Notons, en outre, que le communiqué du P/APC n'a pas précisé quelles sont les activités à promouvoir. Le soutien sera assuré à toute personne possédant une qualification artisanale. Ce qui nous ramène à rappeler les recommandations du wali, datant du Printemps 2006, instruisant les services sociaux et culturels des APC à inviter les artisans à créer leurs ateliers avec le soutien financier de la DAS.

Le programme visait, en plus de l'émergence des emplois, le réveil de la micro-entreprise traditionnelle et artisanale et surtout l'amélioration de la condition féminine dans le monde rural.

Massiles Juba

GUELMA

La société civile marginalisée

Censés être des interlocuteurs privilégiés auprès des élus et des autorités locales, les représentants du mouvement associatif et de la société civile de la ville de Guelma s'illustrent, dans leur majorité, par leur docilité et leur allégeance. Ils n'exposent pas avec objectivité et réalisme les légitimes doléances de la population confrontée à mout aléas de la vie quotidienne et à un environnement manifestement hostile. Les attentes citoyennes ne sont pas exposées dans leur globalité car les représentants qui manquent souvent de crédibilité, de compétence et de franc-parler préfèrent applaudir toutes les démarches et décisions des responsables.

La ville du 8-Mai-45, qui a notablement contribué à la guerre de Libération nationale, a versé un lourd tribut pour le recouvrement de l'Indépendance. Ville martyre, elle est fière d'abriter des familles nationalistes et patriotes pétries de valeurs humaines et de compétences avérées. Pour des raisons inexplicables, elles sont ignorées par les autorités locales qui font appel aux opportunistes, affairistes et autres qui étaient impliqués, dans un passé récent dans la confection des listes d'attribution de logements sociaux. Les notables de la ville, les compétences et les intellectuels sont écartés pour des raisons évidentes car leurs revendications, aussi légitimes soient-elles, sont superbement passées sous silence.

Dernièrement, de nombreux citoyens intègres et respectables avaient été refoulés et n'ont pu assister à la rencontre société civile-autorités locales qui s'était tenue au siège de la wilaya et dont l'ordre du jour cibait l'amélioration du cadre de vie et le développement local.

Lina Razane